

TENDANCE

PARIS, LE 26 SEPTEMBRE 2016

Points d'appui

S'inspirant du **François Mitterrand** de 2008, **François Hollande** veut se positionner pour sa campagne en rassembleur contre tous ceux à droite qui cherchent à s'attaquer au modèle social français et à l'état de droit. En quête de mesures phares, type revenu universel, susceptibles de mobiliser son camp, et populaires, il s'appuiera sur une équipe rapprochée qui n'aura rien à voir avec celle de 2007. Avec beaucoup de femmes (**NVB, Royal, Azoulay, Touraine...**) et de nouvelles têtes. Il aimerait pouvoir compter comme allié objectif sur le trio **Aubry-Taubira-Hidalgo**. Mais chez des proches du chef de l'Etat, l'inquiétude monte sur ses difficultés à renouer le fil avec les électeurs. Certains, tel **Julien Dray**, se montrent plus inquiets qu'avant l'été. Chacun s'alarme des manœuvres d'encercllement de **Jean-Luc Mélenchon** et du possible candidat **Emmanuel Macron**, qui continue de faire sa pelote dans l'opinion.

A droite, la fébrilité gagne les états-majors des candidats à la primaire qui attendent la prochaine vague de résultats de l'enquête Cevipof avec *Le Monde* pour y voir plus clair. Des partisans d'**Alain Juppé** voudraient que ce dernier, pour doper sa campagne, s'en prenne plus franchement au positionnement à la droite de la droite de **Nicolas Sarkozy**. Dans le camp **Le Maire**, on reste persuadé qu'au final le député de l'Eure sera le troisième homme, devant **Fillon**, en raison de son travail de terrain et de la solidité de ses troupes. Le camp Fillon, lui, est affaibli par les supputations récurrentes sur sa dilution au bénéfice des deux favoris de la compétition s'il n'accède pas au second tour de la primaire. Quant aux experts électoraux de LR, certains doutent d'une participation massive au vote, en raison du spectacle des divisions qui irrite la base.

Le FN espère exploiter à fond le présumé rejet par une majorité de l'opinion de la répartition sur les territoires des nouveaux migrants de la « jungle » de Calais. « Un cadeau fait au FN », pointent en privé des préfets, qui néanmoins s'appliquent à agir au mieux pour les localiser et les loger. Cette semaine, l'Observatoire sur la démocratie Viavoix-Fondation Jean-Jaurès-*La Revue civique*, relancé par **Jean-Philippe Moinet**, révélera que les Français apprécient le recours à des consultations ou à des référendums, et sur des sujets inattendus comme l'aménagement du territoire. L'étude montre aussi un attachement massif à la démocratie (contre les solutions autoritaires). Mais pointe l'inquiétude sur les dangers d'un déséquilibre de celle-ci.

Surpris par l'annonce du départ de **Bruno Lasserre** de l'Autorité de la concurrence, révélé par *La Lettre de L'Expansion*, les milieux d'affaires s'interrogent sur le profil du successeur. Son portrait-robot : issu du Conseil d'Etat, plutôt une femme, fin connaisseur à la fois du droit de la concurrence et du monde des entreprises, et forte personnalité. A cette aune, la conseillère d'Etat **Sandra Lagumina**, membre de l'Autorité de la concurrence et DGA d'**Engie**, passée par les cabinets à l'Assemblée et à Bercy de **Laurent Fabius**, est évoquée. Au Conseil d'Etat, certains voient déjà Bruno Lasserre, prochain président de la section de l'Intérieur, propulsé ensuite à la succession de **Jean-Marc Sauvé** en tant que vice-président du Conseil d'Etat. En pape de transition avant l'arrivée à ce dernier poste de l'actuel secrétaire général du gouvernement **Marc Guillaume**. ■

- **Altran :**
Dominique Cerutti imprime sa marque ... 3
- **Paris Première :**
Bientôt cédée ? 4
- **Sopexa :**
Elle boucle la refonte de son capital 5
- **Turquie-UE :**
Nouvelle étape en vue 7
- **Thierry Mandon :**
Il va lancer un pôle d'excellence à Nantes... 8

L'ENQUÊTE

Japon : les femmes à la rescousse ... 2

LA COULISSE

Qwant va monter en puissance 3

EN PRIVÉ

■ **SNAPCHAT** va enrichir dès le 18 octobre l'offre de sa fonctionnalité Discover, qui propose depuis mi-septembre aux utilisateurs français de l'application seulement huit médias (*Le Monde, Paris Match, L'Equipe...*). Parmi les nouveaux élus de la messagerie pour les jeunes : la chaîne musicale MTV.

■ **L'AUTOMOBILE CLUB DE FRANCE** a vu large pour la réception cette semaine en l'honneur de la réouverture de la loggia, en invitant exceptionnellement les conjointes. Au point que la soirée a dû être dédoublée, les services de sécurité ayant fixé un maximum de 1 500 personnes pour le public.

■ **UN TRAIN DES OUTRE-MER** circulera en métropole du 5 au 18 décembre, initié par Trains Expo SNCF, avec de nombreux soutiens. Dans les 12 villes et 10 régions de l'Hexagone traversées, ainsi qu'à Bruxelles, le train proposera, avec l'AMF, un « dialogue des territoires » sous forme de conférences thématiques entre élus hexagonaux et ultramarins.

■ **AU NAIN BLEU** va tester à partir de la fin 2016 un nouveau mode de retail avec des boutiques dans les hôtels parisiens cinq étoiles, en visant la clientèle du Moyen-Orient, majoritaire chez l'enseigne de jouets haut de gamme. Première ouverture au Peninsula.

Pour tout renseignement sur votre abonnement, vous pouvez vous adresser à Nadia Boufassa.
Tél. : 01 75 55 42 99 - Fax : 01 75 55 41 29 -
nboufassa@groupe-exp.com

INTERNATIONAL Pour relancer une croissance atone, le gouvernement japonais veut remettre les femmes au travail. Les perspectives sont alléchantes, mais gare aux traditions tenaces dans ce pays.

Japon : les femmes à la rescousse

Rei Mitani a 27 ans, un emploi et deux enfants. Une jeune femme au profil particulier dans un pays où seul un quart des femmes reprend le chemin de l'entreprise après un congé maternité. « Pour les hommes japonais, avoir une famille est vraiment important. Quand nous nous sommes mariés, mon époux a eu une promotion, car le mariage lui a donné un statut social et surtout professionnel », explique-t-elle. Rei Mitani a ainsi été poussée à la démission, un harcèlement appelé « mata-hara ». « Mon supérieur a commencé à douter de mes capacités à m'investir entièrement dans mon travail. Ici, il faut accepter de faire des heures supplémentaires, savoir renoncer à prendre ses congés et être totalement dévoué à son entreprise. Avoir un enfant est comme une trahison pour celle-ci. » Rei Mitani a retrouvé un emploi bien au-dessous de ses capacités. La moitié de son salaire sert à régler la crèche de ses enfants. « C'est une catastrophe pour l'économie, explique Kimio Ito, professeur à l'université de Kyoto. Le Japon manque de main-d'œuvre et doit trouver une solution rapidement sous peine de voir sa croissance diminuer encore. »

Idéalement, le Japon devrait ouvrir ses portes aux migrants. Ainsi, 200 000 étrangers pourraient obtenir leur carte de résidents en 2016 selon les chiffres officiels. Mais c'est sans compter sur la réalité

RENOUVELLEMENT FREINÉ

Plus de 40 % des célibataires japonais de moins de 34 ans sont vierges et sept hommes non mariés de cet âge sur dix n'ont aucune relation avec une femme, selon une enquête démographique du gouvernement. Le document montre que le nombre de personnes restant chastes augmente au Japon. Un nouveau frein au renouvellement des générations dans ce pays.

d'un pays insulaire fermé aux étrangers et où moins de 1 % de la population n'est pas japonaise de souche. L'extrême droite est très réticente à une société multiculturelle et les difficultés d'intégration sont évidentes. Pour maintenir la population autour de 100 millions d'habitants avec un taux de fertilité de 1,42 enfant par femme, parmi les plus

bas au monde, la solution passe donc par remettre les femmes au travail. Elles sont 66 % à travailler avant d'avoir un enfant. Elles ne sont plus que 25 % après ! Huit millions de femmes sont concernées par ces mesures : incitations fiscales et subventions à l'embauche ont été mises en place cette année pour inciter les entreprises de plus de 300 personnes à embaucher des mères de famille. « C'est d'autant plus important que si une femme veut faire carrière, elle n'a pas d'autre choix que de rester célibataire, explique un sociologue. Le poids de la tradition qui veut que les femmes restent à la maison élever les enfants conduit à une baisse dramatique de la population japonaise, qui risque de passer de 100 à 80 millions d'habitants d'ici à 2065 et à 40 millions d'habitants en 2115 ! »

En ramenant huit millions de femmes sur le marché du travail, le Premier ministre japonais espère relancer la croissance et augmenter le PIB de 13 % par an selon les projections de Goldman Sachs. « Ce n'est pas un problème de règle, c'est une question d'atmosphère au travail », réagit Mio Katsuda. A 30 ans, cette jeune femme a décidé de sacrifier sa vie familiale pour se consacrer au travail. « Dans les entreprises, on ne vous invite pas à avoir une famille ou des enfants. Si on doit changer quelque chose, cela passe par changer la mentalité des gens, surtout des hommes. » Et c'est bien là le problème.

« Ils risquent de se sentir dépossédés par l'arrivée des femmes sur le marché du travail, explique le professeur Kimio Ito. Eux qui se sentaient supérieurs aux femmes

risquent maintenant de se sentir menacés. Le prochain problème sera donc social avec un risque de friction entre eux. »

66 % des femmes japonaises travaillent avant d'avoir leur premier enfant, elles ne sont plus que 25 % après !

Les hommes au travail, les femmes à la

maison : ce modèle de société des années 1970 a coexisté avec une formidable croissance économique. « Cela a fonctionné jusqu'à la rupture actuelle, explique Kimio Ito. Le plus intéressant dans cette nouvelle politique pour l'emploi des femmes, c'est que cela va permettre de créer de la diversité. Elles vont casser l'uniformité du marché du travail, qui est très fermé et uniforme. »

Le gouvernement souhaite notamment ouvrir plus largement aux femmes les postes à responsabilité. Seulement 3 % des femmes font partie d'un conseil d'administration. Les modèles sont également importants. L'élection de Renho Murata à la tête du premier parti d'opposition est le signe de ce timide changement d'attitude. Sa désignation avec près de 60 % des voix face à deux hommes intervient après l'élection, en juillet dernier, de Yuriko Koike, première gouverneure de la métropole de Tokyo. Début août, c'était au tour de Tomomi Inada d'être nommée au ministère de la Défense. La patronne des forces armées nippones marchait alors sur les pas de Yuriko Koike, qui avait occupé cette fonction en 2007. L'arrivée de femmes à des postes à haute responsabilité constitue une petite avancée dans le monde du travail. Mais le gouvernement avance avec précaution. Aucune loi sur la parité en politique et dans l'entreprise n'est ainsi à l'étude. ■

Sébastien Le Belzic



GRANDES ENTREPRISES

■ **LA POSTE** va permettre aux TPE et PME françaises d'accéder au marché chinois du e-commerce. En partenariat avec Business France, l'établissement a créé La Boutique France sur Tmall Global, la place de marché B2C d'Alibaba réservée aux entreprises étrangères, qui affiche 350 millions de clients. La Boutique France est une solution de vente-distribution de bout en bout, incluant notamment la mise en ligne des produits sur le Web chinois, la gestion des commandes et le paiement garanti, la promotion des marques, le service consommateur en chinois, l'expédition, le dédouanement et la distribution.

■ **BPIFRANCE** va inaugurer quatre nouvelles délégations territoriales dans les semaines qui viennent à Avignon, La Rochelle-sur-Yon, Bourg-en-Bresse et La Rochelle. Chacune d'entre elles proposera tous les métiers de l'établissement : financement, fonds propres, innovation, garantie et aide à l'export.

■ **OTIS** pourrait annoncer prochainement la cession de l'activité « portes industrielles » logée dans la filiale Portis, qui a été intégrée au groupe il y a un an.

SIEMENS AJUSTE SA PRÉSENCE INDUSTRIELLE EN FRANCE

■ L'équipementier allemand va lancer un plan de suppression de postes dans son usine de Grenoble, spécialisée dans la gestion des réseaux électriques, qui emploie environ 450 personnes. Cette activité, qui souffre en Europe, va faire l'objet d'une réorganisation. Le site français pourrait voir en parallèle son champ d'action géographique élargi. Par ailleurs, le site de Haguenau (900 salariés) devient centre de compétence mondial pour la mesure de flux et va intégrer le centre de R&D de cette spécialité, actuellement au Danemark. Enfin, l'industriel allemand, qui emploie 7 000 personnes dans l'Hexagone, choisit son usine de Toulouse pour être le siège mondial des systèmes de métro automatiques. Les effectifs, de 100 personnes, pourraient doubler à terme. Siemens fait fabriquer 85 % de ces métros à des sous-traitants français. ■

ALTRAN : DOMINIQUE CERUTTI IMPRIME SA MARQUE

■ Un an après son arrivée à la tête du groupe d'ingénierie en R&D, Dominique Cerutti met l'ensemble de l'organisation au service de la stratégie Altran 2020. Ignition. Objectif : placer Altran comme leader mondial de son secteur où seuls quelques acteurs internationaux poursuivront leur croissance grâce à une approche à plus forte valeur ajoutée. C'est le sens des centres d'excellence qu'il vient de lancer, dont cinq sont déjà opérationnels (big data, Internet des objets, sécurité passive, processus des sciences du vivant et réseaux avancés). La nouvelle équipe « Technologie & Innovation » est renforcée avec Corinne Jouanny, directrice de l'innovation. Dominique Cerutti crée aussi Altran Consulting, qui proposera du conseil sur mesure aux clients sur leurs sujets critiques et structurants. Il va nommer à sa tête Christopher Miles, passé par la Nasa. ■

■ **COLAS** (groupe Bouygues) met en vente sa filiale Atlantes, en charge du contrat de concession de l'autoroute des Landes (A63), détenue avec Spie Batignolles et des fonds.

■ **COVÉA** (Maaf, MMA et GMF) négocie les futurs statuts communs du groupe, sous la forme de quinze projets à mettre en place avant juin 2017. Objectif : s'aligner sur MMA.

■ **CONTINENTAL** Automotive procède en ce moment à l'embauche sur son site toulousain d'ingénieurs en provenance notamment de Google. La filiale du groupe allemand veut en effet développer des compétences dans le domaine du véhicule automatique.

■ **SSANGYONG**, constructeur automobile sud-coréen, estime pouvoir proposer des véhicules hybrides électriques à partir de 2019-2020. SsangYong, qui doublera ses ventes en France en 2016, ouvrira des points de vente à Rennes, Brest, Orléans, Tours, Poitiers, Strasbourg, Mulhouse, mais aussi dans le Val-de-Marne, le Val-d'Oise et la Seine-Saint-Denis.

■ **LVMH** va inaugurer début octobre à Venise la première boutique duty free hors aéroport en Europe de sa filiale DFS, leader mondial sur ce segment et qui compte déjà quelques magasins de ce type à Hongkong et à Honolulu. Sous un nouveau concept, baptisé T Galleria, elle alliera marques de luxe internationales ou locales et acteurs de l'artisanat, de l'art et de la gastronomie. Elle sera située sur le Grand Canal, dans le palais Fondaco dei Tedeschi.

LA COULISSE DE LA SEMAINE

QWANT : LE MOTEUR DE RECHERCHE ORGANISE SA MONTÉE EN PUISSANCE

« Chez nous, on embauche ! » lance fièrement Eric Léandri, président de Qwant, le moteur de recherche qui concurrence Google tout en respectant la confidentialité des données personnelles. Composée de 70 salariés basés à Nice, à Paris et à Rouen, l'entreprise prévoit 30 embauches à la fin de l'année, puis une centaine en 2017.

Pour les financer, Eric Léandri prépare un tour de table d'environ 20 millions d'euros, à peine un an après un prêt de 25 millions par la Banque européenne d'investissement. Mais ce que l'on sait moins, c'est que, pour organiser son ascension, Qwant a opté pour le modèle allemand. Le groupe de médias Axel Springer, qui a injecté entre 5 et 10 millions d'euros en 2014, n'a pas apporté que du capital : « Avec l'arrivée d'Axel Springer, nous avons reçu beaucoup d'aide d'Allemagne pour améliorer notre organisation : leur façon d'industrialiser les procédures, de verticaliser les équipes et de les organiser en

scale up. Ils ont aussi fait venir des Américains avec les nouveautés de la Silicon Valley », explique Eric Léandri. Verdict ? « Respect du planning, de la parole, rigueur. Le management allemand est très impressionnant », confirme-t-il. Mais ce président de la French Tech Côte d'Azur n'oublie pas de mentionner aussi Ekito, une petite entreprise basée à Toulouse, pour son accompagnement des nouvelles équipes. S'il représente actuellement plus de 1,6 % des requêtes en France et 0,7 % en Allemagne, Qwant vise de 5 à 8 % du marché européen. Après un partenariat conclu cet été avec le navigateur Firefox, le nombre d'utilisateurs de Qwant est passé de 19 à 25 millions en un mois seulement. Pour octobre, l'entreprise de la French Tech annonce une appli mobile, Qwant Map, un service e-mail... Son modèle est fondé sur une affiliation 45 % moins chère que Google, puisque sans données à vendre. ■



Paris Première cédée ?

Depuis que le Conseil d'Etat a confirmé, en juillet, la décision du CSA de ne pas autoriser le passage de Paris Première sur la TNT gratuite, Nicolas de Tavernost, président du groupe M6 qui détient la chaîne, cherche des solutions. L'hypothèse de revenir devant le CSA semble exclue : le marché n'a pas connu de modification substantielle et M6 ne compte toujours pas investir pour rehausser l'ambition culturelle de la grille. C'est donc vers une vente que penche désormais le patron de M6. De premiers contacts ont été pris avec des actionnaires de chaînes ou des personnalités actives dans les médias. Problème : l'échéance des accords de redevance avec les FAI arrive fin 2017. ■

Noctis transformé

Le groupe présidé par Laurent de Gourcuff confirme sa mue entamée en 2013 d'un holding de boîtes de nuit à un groupe de restauration (Monsieur Bleu) et d'événementiel avec des lieux exceptionnels (La Clairière, Le Rooftop). Ces deux activités représentent désormais 70 % de son chiffre d'affaires et 80 % pour 2017. Il vient de remporter deux projets à Paris : une salle événementielle au-dessus du centre commercial de la place d'Italie, à Paris, et le dernier étage d'une des deux tours en construction aux Batignolles. En multipliant les projets, le chiffre d'affaires de Noctis progresse de 30 % chaque année pour atteindre 70 millions d'euros en 2016. ■

■ **RICCOBONO**, groupe d'impression de journaux, réfléchirait à fermer son imprimerie MOP de Vitrolles (13), du fait d'une diminution des tirages. Il pourrait transférer les budgets à son usine Midi-Print de Gallargues (30), dont les machines sont plus récentes, ou dans d'autres imprimeries de la région.

■ **DISCOVERY** Communications envisage de lancer une nouvelle chaîne thématique en France sur les bouquets du câble et du satellite. Le groupe américain de médias, qui a pris le contrôle d'Eurosport, édite déjà Discovery Channel et, depuis 2012, Discovery Science.

■ **« PARIS NORMANDIE »** devrait être fixé cette semaine sur l'ouverture éventuelle d'une cession par les administrateurs judiciaires. Le propriétaire actuel, Xavier Ellie, a présenté un plan de continuation qui prévoit la suppression de 30 postes. Il estime qu'avec cette restructuration le quotidien normand n'a pas besoin d'ouvrir son tour de table, la trésorerie étant suffisante.

■ **EURONEXT** étudie la création d'une plate-forme d'investissement pour les entreprises désireuses de trouver des financements avant une introduction au marché libre.

■ **HOLLYWAAD**, start-up de communication digitale, lance le 11 octobre la première application de concours d'influence. La société, présidée par Arthur de Cuniac, permet aux annonceurs de monter des campagnes relayées par des influenceurs sur les réseaux sociaux et de récompenser les plus influents. Hollywaad prépare par ailleurs une levée de fonds afin d'accélérer sa croissance.

■ **ARTCURIAL**, maison de ventes aux enchères présidée par Nicolas Orłowski, prévoit de maintenir pour cette année une croissance des ventes, à l'instar du premier semestre qui s'est soldé par une progression de 6 %. Celle-ci est tirée par l'apport des bureaux ouverts en Europe (Allemagne, Italie, Autriche et Belgique) qui alimentent les ventes organisées à Paris et à Monaco.

■ **MEILLEURE GESTION**, spécialiste des logiciels RH et paie, affirme ses ambitions en se rebaptisant Nibelis. La société, qui change aussi d'identité visuelle, entend renforcer sa position sur le marché hexagonal et attaquer l'international.

■ **ALTO AVOCATS**, cabinet parisien spécialisé dans le droit des affaires, créé il y a dix-huit mois notamment par Jonas Haddad, va créer une antenne à Rennes et prévoit d'intégrer un quatrième associé début 2017.

■ **ALL CONTENTS PRESSE**, présidé par Olivier Breton, travaille à une levée de fonds de 2 millions d'euros d'ici à la fin de l'année, avec l'aide de CMS Francis Lefebvre. Buts : appuyer le lancement en janvier d'un portail Paris Monde et assurer le développement de ses six magazines qui vont tous devenir trimestriels. Une campagne de communication présentera en octobre la nouvelle offre. Le groupe envisage de prendre des locaux supplémentaires près de son siège, rue de Turin, à Paris.

GROUPE MARIE CLAIRE : CHANGEMENT DE TÊTE À LA RÉGIE

■ **Nouvel âge pour la régie publicitaire du Groupe Marie Claire.** Après avoir réuni il y a un an ses équipes print (GMC Factory) et digital (Connect) sous la bannière unique GMC Media, le groupe de presse féminine va changer de leadership publicitaire. La patronne de la régie, Véronique Depéry-Savarit, directrice commerciale France et international et membre du comité de direction, devrait quitter le groupe en octobre. Pour lui succéder, le groupe présidé par Evelyne Prouvost-Berry va recruter Elodie Bretaudeau-Fontailles, la directrice commerciale de *Elle* et de *Elle à table*, chez Lagardère Publicité, passée précédemment chez Yahoo! France. Elle a pour mission de mener un audit et de proposer un plan de redynamisation des équipes. ■

DENTSU AEGIS NETWORK SE LANCE DANS LE CONSEIL

■ **Thierry Jadot, président de Dentsu Aegis Network France-Belgique-Pays-Bas, lance en cette rentrée la nouvelle activité de conseil de son groupe spécialisé dans l'achat média et la communication digitale.** Le projet, piloté par Véronique Reille-Soult, se structure autour de trois piliers : l'accompagnement dans la transformation digitale, mais aussi le conseil stratégique et le conseil en innovation (dont la mise en relation avec des start-up, la constitution d'incubateurs...). Objectif : conseiller les grandes entreprises (BMW, Carglass et France Télévisions) et les institutions (Métropole du Grand Paris) en leur apportant les expertises numérique et data du groupe. Dentsu Consulting recrute comme associée Alexandra Richert, fondatrice de RPPublics, et Victor Boury, ex-Clai, qui prend la fonction de directeur conseil et manager d'une équipe qui compte désormais une vingtaine de personnes. Un autre associé est aussi en cours de recrutement. Dentsu Aegis Network prévoit de doubler ses effectifs d'ici à la fin de 2017 et d'étendre l'activité conseil sur les autres marchés européens depuis Paris. ■



■ **DEUX PILIERS** d'En marche ! vont quitter le mouvement d'Emmanuel Macron, avant le fin de l'année, pour des « raisons personnelles » : Alexis Kohler, son ex-directeur de cabinet au ministère de l'Économie, et Julien Denormandie, ex-directeur adjoint de cabinet, qui jouent actuellement un rôle de structuration et d'animation d'En marche !

■ **LES SÉNATEURS LR**, qui vont examiner en commission le 5 octobre la proposition de loi Grandquillaume, s'émeuvent de la « dictature de l'urgence » imposée par le gouvernement sur le sujet des taxis et des VTC. Le ministère des Transports vient en effet de faire publier un décret le 15 septembre sur la signalétique des voitures VTC dans le cadre de la feuille de route gouvernementale élaborée après les manifestations de taxis. Mécontents, ils devraient déposer des amendements pour rééquilibrer le texte.

■ **LE PS** est convaincu que la droite en cas d'alternance ne reviendra pas sur la généralisation du tiers payant malgré les déclarations contraires de leurs candidats. D'abord, le processus de mise en œuvre d'ici à un an sera très avancé et donc difficilement réversible. Ensuite, le nouveau pouvoir élu marquerait sa défiance à l'égard des organisations signataires de la convention et mettrait en difficulté Nicolas Revel, DG de la Cnamts, très engagé sur la réforme. Sous peine d'aller au clash avec ce dernier.

■ **ALAIN FOUCHÉ**, sénateur LR de la Vienne et coauteur du rapport sur la sécurité dans les gares et les transports publics, s'insurge vivement contre le fait que les décrets d'application de la loi Savary, votée en mai dernier, n'aient toujours pas été publiés. Il posera prochainement une question au secrétaire d'État Alain Vidalies.

■ **LES CIGARETTIERS** sont vent debout contre le futur contrat d'avenir qui prévoit une hausse de la rémunération des buralistes de 9 % à 11 % et la traçabilité du tabac qu'ils devront financer, le gouvernement souhaitant diminuer drastiquement l'aide publique. Ils menacent les buralistes de cesser leur financement (publicité dans la presse professionnelle, Losangexpo, chèques cadeaux) pour un montant estimé à 50 millions d'euros par an. La hausse de la rémunération rapporterait près de 150 millions d'euros aux buralistes.

CCI : FORT RENOUVELLEMENT EN VUE

■ Une grande majorité de listes uniques Medef-CGPME concourront sous la bannière de « la CCI de demain » aux prochaines élections consulaires qui feront l'objet, en octobre, d'une campagne dans la presse. En raison des nouvelles règles, on devrait assister à un large renouvellement des élus avec près d'un millier de femmes sur un total de 4300 environ. En revanche, le nombre de présidentes de CCI (cinq actuellement sur 160) ne devrait guère progresser. Pour CCI Paris Ile-de-France, Thierry Kling, vice-président et trésorier, reste favori. Pour CCI France, dont le nouveau président sera désigné le 6 février, le Medef choisira en octobre son candidat lors d'une primaire. Les deux prétendants jusqu'ici déclarés sont deux élus de grandes agglomérations, portés par deux très grandes régions : Jean Vaylet, président de la CCI de Grenoble, qui a dirigé plusieurs sociétés, et Pierre Goguet, président de la CCI de Bordeaux, dirigeant d'un cabinet d'expertise-comptable. En coulisses, certains œuvrent pour un rapprochement. ■

LE MEDEF SCEPTIQUE SUR LES PROGRAMMES À DROITE

■ Peu convaincus par les catalogues de mesures mis en avant par les candidats à la primaire de la droite, les patrons du Medef ne sont pas emballés par ces derniers. Séduite au début par le programme de François Fillon, mais devenue dubitative sur ses chances, et revenue aussi du style Nicolas Sarkozy, l'organisation patronale penche plutôt pour Alain Juppé. Mais les patrons s'inquiètent de la faisabilité des différents programmes et surtout du manque de vision générale dans lesquels ils s'inscrivent. Aidé par l'avocate Thaima Samman, Pierre Gattaz a du coup pris l'initiative de lancer Le Vrai Débat, collectif réunissant différentes personnalités de tous bords et de tous horizons. Une manière de participer au débat présidentiel en préemptant des sujets pouvant faire l'objet de diagnostics communs et de propositions. ■

SOPEXA : ELLE BOUCLE LA REFONTE DE SON CAPITAL

■ Le montage du nouveau tour de table de l'agence internationale de promotion des produits agroalimentaires devrait être opérationnel au 1^{er} janvier. Comexposium et Hopscotch Groupe viennent rejoindre, chacun pour un tiers du capital de Sopexa, les actionnaires historiques (Crédit agricole, Sofiprotéol, FNSEA...), qui conservent la plus grosse part. Le pacte d'actionariat ne pourra pas évoluer avant fin 2018. La nouvelle société anonyme adoptera une organisation avec un conseil de surveillance de sept personnes et un directoire de trois personnes (contre trente membres au conseil d'administration aujourd'hui). La question du changement de nom de Sopexa n'est pas tranchée. Par ailleurs, l'agence, en fin de bail dans un immeuble du 17^e arrondissement de Paris, cherche de nouveaux locaux du côté de la place de la Bourse, non loin du siège d'Hopscotch. ■

■ **LE CABINET D'ALAIN VIDALIES** va connaître un prochain départ avec la nomination prévue de Baptiste Maurand, conseiller infrastructures routières, ferroviaires et fluviales, au Grand Port Maritime du Havre. Il devrait en devenir DGA à la place de Vincent Malfère, parti à la tête de la Société d'équipement du Rhône et de Lyon.

■ **PLANÈTE PME**, l'événement organisé par la CGPME le 18 octobre au palais Brongniart, sera précédé la veille en fin d'après-midi d'un débat avec les candidats à la primaire de la droite qui répondront aux questions des patrons. François Asselin, président de l'organisation patronale, révélera, le 18, les nouveaux nom et logo de celle-ci.

■ **VALÉRIE SEGOND** s'interroge dans un ouvrage à paraître chez Stock : *Va-t-on payer pour travailler ?* Elle décrit la montée en France du travail à bas coûts, à la Ryanair.

■ **FRÉDÉRIC LATOUR**, président du club Vaugirard au Sénat, et Erwan Toullec, président du club France République, vont associer leurs deux structures et animeront ensemble la campagne présidentielle.

■ **VAE SOLIS CORPORATE** relance son étude consacrée aux meilleurs communicants parmi les personnalités politiques. Elle inclura le pronostic sur les deux finalistes de la présidentielle et sur le score d'Emmanuel Macron s'il est présent au premier tour.

LE PROTECTIONNISME AMÉRICAIN MENACE LES PAYS ÉMERGENTS

En matière de commerce international, les programmes des deux candidats à la présidence américaine inquiètent les exportateurs, souligne Axa IM. Donald Trump accuse les accords commerciaux d'être responsables de fermetures d'usines et de pertes d'emplois, tandis qu'Hillary Clinton tente de minimiser son soutien passé aux traités. Le Mexique et la Chine sont les plus vulnérables à tout nouveau biais anticommercial en raison de leurs excédents commerciaux vis-à-vis des Etats-Unis. Les places financières et commerciales, comme Singapour et Hongkong, sont également très exposées, en raison de leurs liens avec les Etats-Unis. La sensibilité de la croissance du PIB réel à une hausse des tarifs douaniers est plus prononcée pour l'Asie, suivie par l'Amérique latine, et insignifiante pour l'Europe centrale et orientale. Axa IM va jusqu'à élaborer un scénario noir qui verrait le protectionnisme commercial américain entraîner une baisse des échanges mondiaux et une récession prolongée semblable à celle survenue après l'adoption de la loi Hawley-Smoot dans les années 1930 aux Etats-Unis. Un scénario pessimiste envisagerait une guerre commerciale régionale qui pourrait éclater si ce pays ciblait le Mexique et la Chine. Mais la société de gestion table plutôt sur le statu quo, les déficits commerciaux bilatéraux, correctement mesurés, n'étant pas si importants et le commerce contribuant significativement à la création d'emplois aux Etats-Unis.

ACTIONS : L'ENVOLEE DES FONCIERES VA-T-ELLE DURER ?

Depuis le début de l'année, la surperformance des valeurs foncières est d'une ampleur inédite : la progression se monte à 10,7 % à la fin août, là où l'indice Euro Stoxx 50 est en recul de 5,1 %. Est-il temps de prendre ses bénéfices ? La valorisation des foncières va continuer de réserver de bonnes surprises, estime la société de gestion Sofidy, grâce au maintien des taux bas. Ajoutée à une tendance à la reprise des loyers dans le secteur des bureaux, cette situation pourrait conduire à des relèvements de dividendes. Aux cours actuels, le rendement global 2016 estimé des valeurs de l'indice dépasse 3,5 %. En outre, certains acteurs du secteur ont su construire une base de croissance interne solide comme, par exemple, Altarea Cogedim et Unibail-Rodamco sur le segment du commerce, Beni Stabili et Icade dans les bureaux, Buwog dans le résidentiel. Sofidy regrette cependant l'absence d'introduction en Bourse, en particulier en France, sur des segments porteurs (détention des murs de résidences de service pour personnes âgées, résidences étudiantes, entreposage pour les particuliers, murs de data centers...).

ASIE CENTRALE : LE RISQUE DE BASCULE

Le décès récent du président ouzbek Islam Karimov a mis en lumière les risques politiques en Asie centrale, enjeu géopolitique pour la Chine et la Russie. Tous les pays y sont fragiles, souligne le Crédit agricole. L'Ouzbékistan doit gérer les tensions liées à la coexistence de nombreuses ethnies. Au Tadjikistan se conjuguent une crise économique, un effondrement du secteur bancaire et la menace de l'intégrisme islamique. Celle-ci pourrait trouver un écho dans l'agitation religieuse de la Ferghana ouzbeke ou près des frontières turkmènes avec l'Afghanistan. Et certains s'alertent à la perspective d'un foyer d'intégrisme islamique en Asie centrale, réplique à l'affaiblissement de l'Etat islamique au Moyen-Orient. Le tout dans un contexte économique difficile. Ainsi, la baisse des prix du pétrole a-t-elle révélé l'impréparation des pays producteurs. Et l'organisation encore quasi soviétique de ces économies reste un obstacle à une diversification qu'elles n'ont pas su mener. Partout l'investissement privé est insuffisant, la gouvernance mauvaise, le secteur bancaire grevé de créances douteuses, et partout l'Etat subventionne l'économie. Reste une inconnue : le projet chinois de route de la soie, 40 milliards de dollars pour le développement des infrastructures, afin d'acheminer les marchandises jusqu'en Europe. Mais, aujourd'hui, ce programme s'apparente plus à une politique de subventionnement à pertes qu'à un financement de projets rentables, estime la banque verte.

LE DESSOUS DES CARTES

PATRIMOINE : LA CLASSE MOYENNE RECOULE DANS LES PAYS DÉVELOPPÉS

C'est ce que constate Allianz dans sa dernière enquête annuelle, Global Wealth Report, qui recense le patrimoine financier des ménages dans plus de 50 pays. Dans environ un tiers des pays, la classe moyenne diminue et participe de moins en moins à la richesse mondiale. Il s'agit principalement des pays ayant subi la crise de l'euro (Irlande, Grèce, Italie) et des « vieilles » nations industrialisées, à l'instar des Etats-Unis, du Japon et du Royaume-Uni, qui ont connu une politique monétaire extrêmement expansive depuis 2008. En revanche, dans environ la moitié des pays, la part de la richesse détenue

par la classe moyenne a augmenté, avec un plus grand nombre de personnes et une richesse mieux répartie. C'est le cas notamment dans les marchés émergents comme la Turquie, la Thaïlande, ou le Brésil. Cas particuliers : la France et la Suisse où la classe moyenne s'accroît avec, en parallèle, une plus forte concentration des très grandes fortunes. Enfin, dans 20 % des pays, le statut de la classe moyenne n'a guère changé. A noter : la France occupait en 2015 le seizième rang (avec une moyenne de 53 430 euros par habitant), alors qu'elle se classait en neuvième position en 2000. ■



Turquie-UE : nouvelle étape

L'UE s'apprête à changer de pied concernant ses relations avec la Turquie. Actuellement candidat à l'adhésion, Ankara n'arrive plus à avancer dans les négociations avec l'UE, les Vingt-Sept ayant fait savoir leur inquiétude après la purge ayant suivi le coup d'Etat manqué de juillet dans la fonction publique comme dans la société civile. Bruxelles freine également des quatre fers le processus d'adhésion, sous la pression de la France, de l'Allemagne et de l'Autriche. Même si une issue est trouvée sur la question chypriote, le rapport régulier sur la Turquie, que la Commission publiera le 9 novembre, ne comportera pas d'avancées.

Face à ces blocages, Jean-Claude Juncker envisage un nouveau modèle de partenariat pour la Turquie. Il pourrait être calqué sur celui du prochain accord avec le Royaume-Uni. En ligne de mire, la Turquie pourra bénéficier à la carte de tous les programmes de l'UE (éducation, transport, énergie...), ainsi que d'une union douanière. Mais le projet serait de ne pas autoriser une entrée de plein droit de la Turquie dans les institutions de l'UE : elle pourrait bénéficier d'un statut uniquement consultatif. Par ailleurs, elle ne pourrait bénéficier du dispositif européen de libre-circulation des travailleurs. ■

■ **WASHINGTON** a informé Bruxelles que le nouveau président américain élu en novembre effectuera sa première visite en Europe en mai 2017. En marge du mini-sommet qui se réunira à Bruxelles pour l'inauguration du nouveau siège de l'Otan, se tiendra également dans la capitale belge un sommet UE-États-Unis.

■ **LE PARLEMENT** européen entend faire pression sur les Vingt-Sept en liant les discussions sur le budget 2017 de l'UE avec la proposition de la Commission européenne sur la révision à mi-mandat du cadre budgétaire. Ce projet, qui permet plus de flexibilité dans l'utilisation des plafonds de dépenses, devrait commencer à être débattu la semaine prochaine en trilogue après le vote du Parlement cette semaine. But : dégager des crédits supplémentaires pour 2017 sur des priorités politiques.

■ **DASSAULT**, qui fête la signature du contrat pour 36 Rafale avec l'Inde, n'espère plus conclure les négociations amorcées en 2012 avec Abu Dhabi, pour 60 appareils, qu'en 2017, voire en 2018. Engagés au Yémen aux côtés des Saoudiens, les Emirats arabes unis participent à leur premier conflit extérieur et ont repoussé nombre d'acquisitions militaires. Le cheikh Mohammed ben Zayed al-Nahyane attendrait aussi une remontée des cours du pétrole pour passer cette commande record.

■ **UNILEVER** serait sur le point de conclure un accord avec Amazon pour la distribution de ses produits alimentaires B2B et B2C. L'accord comprendrait la construction d'une plateforme en ligne de gestion de ces flux qui seraient ensuite transportés par le géant américain du e-commerce.

■ **UN FRENCH TECH HUB**, « écosystème entrepreneurial » structuré pour accélérer le développement des start-up françaises à l'étranger, va être créé au Moyen-Orient et devrait en priorité mettre en avant les technologies vertes et les smart cities. De grands acteurs industriels sont actuellement prospectés.

■ **WINFRIED KRETSCHMANN**, ministre-président du Bade-Wurtemberg, rencontrera ce jeudi à Paris Manuel Valls, mais aussi Ségolène Royal et Jean-Marc Ayrault. Il compte en particulier faire avancer les négociations sur un accord douanier frontalier concernant le Rhin.

■ **MANILLE** envisage d'acquérir auprès de Moscou un lot de huit à douze avions de combat léger Yak-130. Rodrigo Duterte veut s'affranchir de Washington en matière d'achat d'armement.

BERTELSMANN : IL RECENTRE SA PRESSE SUR SES GRANDS MARCHÉS

■ Le conglomérat de la famille Mohn souhaite concentrer sa filiale d'édition de presse sur ses principaux marchés, l'Allemagne et la France (Prisma Media). Confronté à la nécessité d'investir toujours plus dans les développements numériques, sa filiale Gruner + Jahr cède ses positions en Europe. Après la Pologne, la Croatie et le retrait de la JV en Italie avec Mondadori, Gruner + Jahr s'est séparé cet été de sa filiale en Autriche. Il serait entré en négociations exclusives pour céder sa filiale en Espagne, qui édite des magazines comme *Cosmopolitan*, *Muy Interesante* ou *Geo*. Une dernière cession serait en préparation aux Pays-Bas. Pour autant, Bertelsmann n'entend pas se retirer totalement du marché presse : il prévoit de conserver ses positions sur son marché domestique, ainsi qu'en France, où il est désormais leader sur le marché de la presse magazine. ■

BREXIT : PARIS LANCE L'OFFENSIVE POUR SÉDUIRE LES MULTINATIONALES

■ La compétition fait rage, quelques semaines après le référendum sur le Brexit, entre les Vingt-Sept pour attirer les entreprises ayant leur siège au Royaume-Uni et souhaitant conserver un passeport européen. François Hollande a décidé de tenir mi-novembre un conseil stratégique de l'attractivité, qui prendra des décisions afin de renforcer l'attractivité de la destination France pour les entreprises susceptibles de quitter le Royaume-Uni, face à l'Allemagne et aux Pays-Bas notamment. Des entreprises américaines et des entreprises internationales dirigées par des Français sont particulièrement ciblées pour y participer. Autre point à l'ordre du jour : mettre en valeur le bilan en faveur de l'attractivité, car ce conseil stratégique sera le dernier du quinquennat. Du fait de la campagne électorale de 2017, l'exécutif ne pourra plus engager de communication sur son action à partir de début décembre. ■

La Lettre de L'Expansion

La Lettre est réalisée chaque semaine sous la responsabilité de

Philippe Reiller, RÉDACTEUR EN CHEF (41.63), preiller@lexpansion.com

Thierry Mestayer, RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT (42.06), tmestayer@lexpansion.com

Marie-Caroline Lopez, CHEF DE RUBRIQUE MACROÉCONOMIE ET ENTREPRISES (40.44), mclopez@lexpansion.com

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Christophe Barbier.

DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT : Eric Matton.

ÉDITEUR : Frank Guillemin.

RELATIONS CLIENTÈLE : Nadia Boufassa (42.99).

RÉDACTION TECHNIQUE :

RÉVISION : Karim Maamar.

SECRETARIAT DE RÉDACTION :

Patrick Minet, Danièle Stancheva.

Prix du numéro : 32 € TTC.

Abonnement premium : 1 495 € TTC.

Société éditrice : GROUPE ALTICE MEDIA.

SA au capital de 47 150 040 €.

RCS Paris : 552 018 681.

Siège social :

29, rue de Châteaudun,

75009 Paris.

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL :

Marc Laufer.

Principal actionnaire :

ALTICE MEDIA GROUP FRANCE

Imprimée par Impro,

98, rue Alexis-Pesnon, 93100 Montreuil.

Commission paritaire n° 1117 I 82343.

Toute reproduction non autorisée

même par photocopie est interdite.

Copyright 2016.

ISSN0399-8606

■ **HENRI DE CASTRIES**, soutien de François Fillon, est de plus en plus cité à droite comme un ministrable en cas de victoire en 2017 de ce dernier ou d'Alain Juppé. Les choses seraient plus compliquées si Nicolas Sarkozy l'emporte, même si des rencontres ont eu lieu entre les deux hommes. Autre possibilité : un haut poste dans la sphère publique française ou internationale.

■ **JEAN-VINCENT PLACÉ**, en prévision de sa présidence du Partenariat pour un gouvernement ouvert, en décembre, a reçu Valérie Pécresse, qui s'est dite très motivée à l'idée de s'impliquer dans le processus. Le secrétaire d'Etat à la Réforme de l'Etat et à la Simplification entend aussi mobiliser la PQR dans la couverture de cet événement.

■ **CLAUDE BARTOLONE** remettra le 20 octobre les prix de La Grande Famille, dont il sera le président d'honneur pour l'édition 2016. La Grande Famille est une initiative du cabinet d'avocats Cohen Amir-Aslani destinée à soutenir et à encourager des étudiants des IUT de Bobigny, de Saint-Denis et de Villetaneuse désireux de se former au monde de l'entreprise.

■ **AUDREY AZOULAY** va annoncer qu'elle compte porter le budget de l'éducation artistique et culturelle à 64 millions d'euros en 2017, soit un doublement des crédits par rapport à 2012. Ce nouvel effort permettra, selon les calculs du ministère de la Culture, à un élève sur deux de bénéficier l'année prochaine d'une action éducative ou d'une pratique artistique, contre 20 % en 2012.

■ **JEAN-PAUL DELEVOYE** travaille avec différentes associations sur des processus de démocratie participative à mettre en place dans des collectivités locales. But : favoriser à travers des remue-méninges territoriaux (forums, ateliers...) l'acceptation sociale d'un débat ou d'une décision publique. Il est en discussion notamment sur ce projet avec la région Hauts-de-France, les villes de Grenoble et de Montpellier.

■ **SÉBASTIEN MASSART**, conseiller au cabinet de Jean-Yves Le Drian, va rejoindre celui de François Hollande, à partir du 1^{er} octobre, comme conseiller affaires industrielles et numérique. Il succédera à Julien Pouget, qui rejoint Total après avoir obtenu un avis favorable de la commission de déontologie.

■ **VINCENT BOLLORÉ** et Patrick Drahi ont, chacun de leur côté, eu une entrevue avec le prince saoudien Al-Walid ben Talal, lors de sa venue à Paris début septembre.

■ **MICHEL ROUSSIN**, ex-ministre de la Coopération dans le gouvernement d'Edouard Balladur, a quitté le groupe Bolloré où il était revenu en 2015 comme conseiller. Il aurait fait valoir ses droits à la retraite.

■ **PATRICK POUYANNÉ** a emmené cet été l'ensemble du comex de Total et quelques hauts cadres comme le directeur de la stratégie pour une immersion en Californie, notamment dans la Silicon Valley.

THIERRY MANDON annoncera en octobre la fusion de l'Ecole centrale de Nantes et de l'université de Nantes, qui devrait être effective en 2018. Cette première fusion grande école-université s'inscrit dans la volonté de créer des pôles d'excellence français à l'américaine.

■ **LAETITIA RECAYTE**, directrice du développement commercial de France Télévisions, a lancé une chasse pour le poste de directeur commercial de France Télévisions Distribution, la filiale qu'elle préside, spécialisée dans les ventes et les licences de programmes en France et à l'international, la musique et le publishing. Le poste est occupé par Erick Rouillé depuis mars dernier.

■ **ANNA-CHRISTINA CHAVES** et Marc Pierre Stehlin, avocats associés respectivement spécialisés en droit social et en fusions-acquisitions, du cabinet Stehlin & Associés, vont publier chez Fauves Editions *L'Abécédaire de la loi travail*. But : pointer ce que le texte va changer pour le salarié et le chef d'entreprise et tirer les conclusions pratiques des nouvelles mesures, notamment dans les opérations modifiant la géographie du capital des sociétés.

■ **OLIVIER SCHRAMECK**, président du CSA, devrait ouvrir la deuxième édition de la Journée d'éducation aux médias, qui se déroulera le 21 novembre au Studio Gabriel. L'événement, qui accueillera cette année des personnalités politiques en vue de la campagne présidentielle, est organisé par Christine Kelly, ex-conseillère du CSA, qui pilote un projet de Musée européen des médias, qui doit ouvrir ses portes en 2019, à Saint-Denis.

■ **URSULA VON DER LEYEN**, ministre allemande de la Défense, sera l'invitée d'honneur de la réception organisée à Paris pour la fête de l'unité allemande, le 4 octobre. Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre-présidente de la Sarre, sera également présente.

■ **AHMET MUHTAR GÜN**, sous-secrétaire d'Etat adjoint turc aux Affaires de sécurité et de défense, va être nommé ambassadeur à Paris. Francophone, il a finalement été préféré au candidat pressenti, le chef adjoint des services de renseignements Ismail Hakki Musa, jugé trop proche de la confrérie Gülen.

■ **RICHARD BURT**, conseiller sur les relations internationales de Donald Trump, sera l'invité en octobre d'une rencontre à Paris de la French-American Foundation.

■ **XAVIER PIECHACZYK**, DGA réseaux, clients, territoires chez RTE, change son fusil d'épaule. L'ex-conseiller énergie de François Hollande rejoint l'équipe d'Emmanuel Macron, pour qui il constitue un groupe de réflexion sur l'énergie auquel devrait participer Julien Marchal, son ex-conseiller adjoint à l'Élysée.

■ **CHRISTOPHE CZAJKA**, président exécutif d'Infopro Digital (*L'Usine nouvelle*, *Le Moniteur*), vient de boucler l'acquisition d'ABK, société néerlandaise de diffusion des appels d'offres des institutions publiques auprès des professionnels. Déjà présent sur ce secteur en France et en Belgique, le groupe français vise une place de leader sur cette activité en Europe.

■ **GINETTE DE MATHA**, actuellement ambassadrice à Andorre, devrait être nommée conseillère diplomatique au cabinet de Patrick Bernasconi, président du Cese.

■ **LIONEL CHOUKROUN**, ex-attaché culturel à l'ambassade de France à Tel-Aviv et ex-directeur adjoint de l'Institut français d'Israël, fondateur de So French Délices, va être nommé commissaire général pour la France de l'année croisée France-Israël de 2018.

■ **LYNE COHEN-SOLAL**, conseillère PS du 5^e arrondissement de Paris, va être nommée présidente de l'Institut national des métiers d'art. Ex-adjointe au maire de Paris chargée du commerce et de l'artisanat, elle devra contribuer à réconcilier les deux branches de l'Institut, l'artisanat et les métiers d'art.